

**Marc Lazar, *L'Italie sur le fil du rasoir*, Paris,
Perrin, 2008, 188 p.**

Frédéric Attal

*L'Italie à la dérive*¹, du même auteur, rédigé avant les élections du printemps 2006, dressait un constat sévère du quinquennat de Silvio Berlusconi dans un contexte de crise profonde de l'Italie (déclin démographique et remise en cause de la nation italienne). Marc Lazar continue de s'interroger sur ce qui fait la spécificité d'un pays qui, à peine deux ans après avoir, de très peu, défait le chef incontesté de la coalition de droite, non seulement lui confie de nouveau le pouvoir à une large majorité, mais, en plus, lui maintient un an plus tard sa confiance.

Comme dans son précédent ouvrage, l'auteur s'intéresse davantage à l'Italie elle-même, son passé, ses contradictions et au comportement politique et social de ses habitants, qu'à la figure même de Berlusconi, qui continue de fasciner presque plus à l'étranger qu'en Italie. Elle seule ne permet pas d'expliquer l'engouement que le chef du gouvernement italien suscite et, surtout, la popularité persistante dont il bénéficie, il est vrai, avant que les révélations sur ses frasques sentimentales ne commencent, peut-être, à écorner son image auprès d'une partie de son électorat catholique.

Du diagnostic que porte Marc Lazar, se distingue plus particulièrement un élément majeur. L'Italie se caractérise par une tension constante entre aspiration au changement, volonté de modernisation et attachement profond à la tradition ou persistance de pratiques sociales et politiques parfois séculaires, qui remontent, à tout le moins, aux débuts de l'Italie unitaire ou à ceux de la République. Les deux traits semblent indissociables l'un de l'autre. Comme pour le précédent ouvrage, la démonstration passe par un va-et-vient constant entre le passé et le présent italiens, l'exploitation de sources statistiques et de récentes enquêtes sociologiques et politiques s'appuyant à nouveau sur un rigoureux appareil de notes et une bibliographie précieuse et de parution très récente.

La campagne électorale du printemps 2008, riche d'enseignements, est une première confirmation de cette tension. La nouveauté semble l'emporter : l'affrontement fut, contrairement aux précédentes, mesuré mais, surtout, l'ampleur de la victoire du Peuple De la Liberté (PDL, droite) et de son allié (Ligue du Nord) non seulement contrastait avec le score étriqué de la dernière élection, mais démentait, en outre, les pronostics pessimistes qu'inspirait un nouveau système électoral peu rationnel. Enfin, le trait le plus marquant est la « simplification de la représentation nationale » (p. 27) qui en résultait. Qu'on en juge : disparition de toute la gauche radicale, il n'y a plus – symbole ô combien puissant ! – ni socialiste ni communiste au Parlement ; quatre groupes divisés en deux camps gauche-droite et un centre. Et pourtant, constate Marc Lazar, au-delà du bouleversement, la « bipolarisation » persiste, trait constant de la démocratie italienne depuis l'après-guerre et l'affrontement Démocratie-Chrétienne (DC) – et alliés – face au parti communiste – et alliés. Ainsi, le score additionné des deux principaux partis en 2008 est sensiblement le même que

¹ Paris, Perrin, 2006, 156 p.

celui de la DC ajouté à celui de son adversaire communiste en 1976 (p. 38-40). L'Italie reste ainsi en partie prisonnière de la « domination partisane » (p. 48-56), mais il s'agit d'un choix assumé. L'observateur est, en effet, frappé par les invariants de la géographie électorale : une Italie centrale qui vote à gauche après avoir été « rouge » ; une Italie du Nord-est qui vote à droite après avoir choisi le « blanc » de la Démocratie-Chrétienne ; un triangle industriel partagé entre zones plus populaires et zones bourgeoises (plaine lombarde) ; seul le Sud évolue au gré des élections. Enfin, Marc Lazar souligne la persistance de ce qu'il appelle le syndrome de la « guerre civile » dont il donne les caractéristiques et retrace l'histoire (p. 94 et suivantes). Bien que davantage « simulée » que réelle sous l'ère berlusconienne (p. 119), elle n'en demeure pas moins un trait caractéristique de l'Italie contemporaine.

Les éléments de changements l'emportent cependant. L'alternance est désormais entrée dans les mœurs. Plus encore, les Italiens l'ont appliquée de la manière la plus stricte aux dernières élections en votant « utile », c'est-à-dire, en privilégiant la stabilité parlementaire au détriment de la représentation plus exacte de leur sensibilité, d'où la crise de la gauche radicale et du centre. Comme dans d'autres systèmes politiques, l'Italie connaît une présidentialisation accrue – à la différence près qu'il s'agit du Premier ministre –, et une personnalisation toujours plus grande du pouvoir (p. 66-67), au point que l'auteur applique à l'Italie le concept de démocratie de l'« incarnation » (Jean-Marc Donegani, Marc Sadoun, 2007 cités p. 139). L'Italie se caractérise également par la montée en puissance de la « démocratie du public » que favorisent grandement les médias et que tempèrent à la fois le maintien du pouvoir parlementaire et l'arbitrage décidé du président de la République, attentif à intervenir périodiquement dans le débat quand la nécessité se fait sentir. Bien que connaissant une abstention plus modérée que chez certains de ses voisins, l'Italie n'échappe pas à la contestation généralisée de la politique dont témoigne le phénomène Grillo, du nom de ce comique italien dont le blog corrosif à l'égard de la classe politique se situe au premier rang européen en nombre de connexions (p. 145). Si le phénomène ne s'est, pour le moment, pas traduit par un effet politique, il demeure toutefois un avertissement pour les dirigeants, notamment la gauche italienne directement concurrencée par lui. L'apparition de la démocratie participative grâce à l'importance et au dynamisme des associations civiques touche davantage l'Italie que son voisin français. Dernière transformation radicale en date, le « fédéralisme », resté à l'état de bonnes intentions dans la Constitution de 1948, modifie la structure politique et administrative italienne, bien que son application n'ait pas dissipé le flou existant entre les différentes instances de décision.

Comment Berlusconi parvient-il à profiter de tout cela ? Précisément parce qu'il incarne avec son mouvement « la modernisation traditionnelle » (p. 88) à laquelle aspirent les Italiens. Mélange de pragmatisme – le PDL épouse les thèmes auxquels sont sensibles les opinions publiques italienne et européenne : besoin de sécurité, promesse d'expansion économique, de bien-être et maintien des barrières protectrices, lutte contre l'immigration – et d'affirmation de valeurs présentées comme inaliénables – ordre, autorité, famille, religion : cette dernière ayant été au centre de nombreux débats récents, concernant, notamment, la bioéthique, mise sur le devant de la scène par quelques « athées dévots » qui composent la majorité (p. 82). La droite italienne est décomplexée, optimiste et volontariste contre vents et marées. À cela s'ajoute le cocktail propre au président du Conseil et à ses alliés : un style vulgaire – Marc Lazar parle de « pratiques barbares » (p. 86) –, un toupet



Histoire@Politique. Politique, culture, société - Rubrique « Comptes rendus - ouvrages ».
Mis en ligne le 28 octobre 2009, www.histoire-politique.fr

monstre et une vanité à toute épreuve, sans oublier la parfaite maîtrise des médias. Il faudrait y ajouter encore la fortune colossale de Silvio Berlusconi qui lui permet beaucoup...

Le jugement global sur l'Italie ne peut donc être que nuancé. Certaines pratiques du pouvoir aussi bien que certaines tendances politiques – comme la crise de la gauche parlementaire – ont déjà franchi les Alpes, ce qui devrait quelque peu atténuer les jugements sévères et parfois condescendants portés en France sur sa voisine. Mais, conclut Marc Lazar, la responsabilité de nombreuses fractions des élites et la vigilance d'une société civile très mobilisable sont aussi une caractéristique majeure de l'Italie qui n'invite pas au pessimisme.